



ISSN: 0975-833X

Available online at <http://www.journalcra.com>

INTERNATIONAL JOURNAL
OF CURRENT RESEARCH

International Journal of Current Research

Vol. 14, Issue, 06, pp.21766-21772, June, 2022

DOI: <https://doi.org/10.24941/ijcr.43593.06.2022>

REVIEW ARTICLE

TRAFIC ILLICITE DE DROGUES ET DEVELOPPEMENT DU TERRORISME EN CÔTE D'IVOIRE

*Gniondjibohoui M.OUNNEBO

Enseignant-chercheur, UFR Sciences Sociales et Humaines, Département de Sociologie-Anthropologie
Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

ARTICLE INFO

Article History:

Received 14th March, 2022

Received in revised form

19th April, 2022

Accepted 25th May, 2022

Published online 30th June, 2022

Key words:

Trafic illicite, Drogue,
Développement, Terrorisme,
Côte d'Ivoire.

*Corresponding Author:

Gniondjibohoui M.OUNNEBO

ABSTRACT

Les attaques terroristes sont à l'évidence aujourd'hui, un des défis majeurs des institutions de sécurité publique en Côte d'Ivoire. En l'espace de quelques mois, la Côte d'Ivoire a été victime de plusieurs attaques terroristes dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Mali faisant des morts de façon récurrente parmi les forces armées ivoiriennes. En dépit du système sécuritaire mis en place par les autorités pour prévenir ce phénomène, la menace devient de plus en plus persistante et insaisissable. La Côte d'Ivoire demeure pourtant, une plaque tournante du trafic international des drogues et stupéfiants depuis plusieurs décennies. Cette contribution scientifique a pour objectif d'analyser la corrélation entre le trafic illicite des drogues et stupéfiants et le développement du terrorisme en Côte d'Ivoire. La méthodologie comporte un guide d'entretien semi-structuré auprès des acteurs des systèmes sécuritaires de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et du terrorisme, les responsables administratifs, les leaders communautaires et religieux, les responsables d'organisations non gouvernementales nationales et internationales de promotion des droits humains et de prévention des conflits, les responsables d'organisations de jeunesse, vivant dans les villes de Korhogo, Ouangolodougou et Tengrela. Les résultats indiquent que le développement du terrorisme en Côte d'Ivoire est certes, lié à l'endémie du trafic illicite des drogues et stupéfiants, mais aussi, à la porosité des frontières et à la faiblesse du système sécuritaire, la pauvreté, le chômage, la récurrence des conflits communautaires et le phénomène de l'orpaillage clandestin qui sévissent dans ces zones frontalières.

Copyright©2022, Gniondjibohoui M.OUNNEBO. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Gniondjibohoui M.OUNNEBO. 2022. "Trafic illicite de drogues et développement du terrorisme en Côte d'Ivoire". *International Journal of Current Research*, 14, (06), 21766-21772.

INTRODUCTION

Le terrorisme reste, aujourd'hui, une menace majeure pour la paix et la sécurité internationales et porte atteinte aux valeurs essentielles des Etats. Il est une menace croissante pour l'ensemble du continent africain et présente de graves implications pour la paix et la sécurité dans le monde (UN,2019). Il constitue un acte criminel qui sape les efforts visant à la réalisation de la démocratie, à la bonne gouvernance, au développement ainsi qu'à la pleine jouissance des droits de l'homme et des peuples (2013, p16) Ces dernières années ont été en effet, le témoin d'une évolution rapide du terrorisme et de l'extrémisme violent sur tout le continent africain, générant des menaces et des problèmes aux coûts, à l'échelle, à la gravité et à la complexité d'une ampleur considérable. Les actes terroristes non seulement ont des conséquences dévastatrices sur le plan humain, en termes de vies perdues ou irrémédiablement brisées, mais visent également à déstabiliser les gouvernements et à entraver le

développement économique et social. Le terrorisme est d'autant plus difficile à contrer qu'il revêt une nature complexe en constante évolution. Ses motivations, ses mécanismes de financement, ses méthodes d'attaque et ses cibles ne cessent de changer (ONU,2022). Le terme de « terrorisme » est communément utilisé pour décrire une stratégie de violence destinée à inspirer la terreur dans un secteur particulier d'une société donnée. Un tel effet est obtenu par l'emploi de méthodes dont la propagation de l'acte en question ou de son résultat est destinée à produire un effet de choc psychologique, dont la portée s'étend bien au-delà du dommage réalisé. Le but d'une telle stratégie est d'atteindre un objectif lié au « pouvoir ». C'est donné le « pouvoir » dans son sens le plus large et dans ses diverses manifestations qui est l'objectif visé par cette forme de violence (Bassiouni,2020). Le terrorisme est ainsi, le recours illégitime à la violence contre des individus ou des biens afin de contraindre et intimider des Etats et des sociétés pour des revendications politiques exprimées la plupart du temps en termes sociaux, économiques ou religieux.

Il se distingue fondamentalement de la criminalité, organisée ou non, par le fait que son objectif premier n'est pas un gain financier. Sa forme varie sans cesse, notamment en fonction des cycles de la répression dont il fait l'objet (Bassiouni,2020). S'il peut revêtir une dimension identitaire, cette forme de violence dans la région est surtout la manifestation de disparités importantes, qui créent un terreau propice à sa diffusion. Il ne s'agit pas seulement d'accès inéquitable à la terre mais aussi aux emplois, notamment de la fonction publique. Il y a aussi une frustration grandissante face à la corruption des élites (Simon,2022). Les terroristes et les autres réseaux criminels exploitent les conditions de pauvreté, les conflits armés et l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la fragilité démocratique, les abus des droits de l'homme, la corruption et l'absence de la primauté du droit, pour recruter, former, planifier, renforcer leur réseau, acquérir du matériel, réaliser des opérations clandestines pour recueillir des fonds et exécuter des actes terroristes.L'aspect technologique de la mondialisation reste un facteur important de diffusion de ce terrorisme international : Internet, les téléphones portables et les moyens de transport modernes ont fourni à ce dernier un environnement favorable. Malgré les nombreuses stratégies adoptées par les gouvernements nationaux et leurs partenaires depuis plusieurs années, la violence et l'insécurité liées au terrorisme persistent, voire empirent dans certains cas (Kwarkye,2021).L'Afrique de l'Ouest est vulnérable au terrorisme et au financement du terrorisme pour nombre de raisons.

La sous-région souffre d'instabilité politique, de violence ethnique et communautaire, de corruption endémique, de pauvreté galopante et de taux élevés de chômage et de sous-emploi, particulièrement chez les jeunes. Les terroristes et les groupes terroristes peuvent exploiter ces conditions négatives, notamment en rapport avec les jeunes (GAFI,2013).Le recours à la violence et à la terreur est donc une issue logique autant qu'une exigence absolue dans la consolidation des dynamiques politiques d'une survie élémentaire. Quand la baisse des ressources et la compétition n'en deviennent que plus dures, il n'y a plus guère d'autre option que de s'affirmer et se défendre par les armes (Gilliers,2004, p81-100). Dans cette perspective, la menace terroriste qui plane depuis plusieurs années sur la région du Sahel en Afrique est actuellement en train de s'intensifier. Récemment, une série de rapt, d'attaques, d'arrestations et d'attentats à la bombe semble indiquer qu'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) a développé sa portée, sa résilience et sa puissance au Sahel (Goïta,2011).

La fréquence et la nature meurtrière des attaques dans certains pays ouest africains sont des indications de la sophistication des groupes terroristes dans la sous-région. Bien que, le Rapport Pays 2011 des États-Unis sur le terrorisme ne soit pas divisé en pays, il a relevé que « l'Afrique a enregistré 978 attaques en 2011, soit une croissance de 11,5% par rapport à 2010. Cela est grandement imputable aux attaques plus fréquentes du groupe terroriste basé au Nigéria, Boko Haram, qui a perpétré 136 attaques en 2011 contre 31 en 2010. » En 2012, Boko Haram a mené 364 attaques terroristes qui ont tué 1 132 personnes.En 2016, la Côte d'Ivoire a été frappée par le terrorisme international et 22 personnes ont été tuées par balles sur une plage à Grand Bassam, à une quarantaine de kilomètres de la capitale Abidjan. Les assaillants appartenaient à une cellule terroriste membre du réseau Al Qaida. Depuis l'attaque, les mesures de sécurité dans le domaine public se sont intensifiées, en particulier dans la capitale.

En outre, entre 2020 et 2021, en l'espace de quelques mois, la Côte d'Ivoire a été victime de plusieurs attaques terroristes dans la zone frontalière avec le Burkina Faso faisant des morts de façon récurrente parmi les forces armées ivoiriennes. En effet, en juin 2020 une attaque contre une emprise de l'armée dans le village de Kafolo a fait 14 morts, tous des militaires. Le même village a été de nouveau attaqué en mars 2021. 5 personnes y avaient trouvé la mort dont 2 militaires. D'autres attaques ou explosion d'engins explosifs improvisés sont régulièrement signalés dans cette zone (Pinto, 2022). En dépit du système sécuritaire mis en place par les autorités pour prévenir ce phénomène, la menace devient de plus en plus persistante et insaisissable. La Côte d'Ivoire demeure pourtant, une plaque tournante du trafic international des drogues et stupéfiants depuis plusieurs décennies.Ainsi, en juin 2019, un trafic de cocaïne impliquant les mafias italiennes de la Camorra et la 'Ndrangheta avait été démantelé à Abidjan (FI & AFP, 2019). Aussi, en février 2020, les forces de sécurité ivoirienne avaient saisi 411 kilogrammes de cocaïne lors d'une opération menée en mer. La drogue, dont la valeur est estimée à 40 millions de dollars, avait été convoyée à bord d'un navire en provenance du Brésil (Mieu,2020).En 2021, particulièrement à Korhogo, la cellule anti-drogue de la Gendarmerie avait interpellé 37 personnes et incinérée six tonnes de drogues et autres médicaments de qualité inférieure et falsifiée. Les produits saisis comprennent 42,825 kg de cannabis, 118,46 g d'héroïne, 32,775g de cocaïne, 5,675 kg de médicaments à usage toxicomane et 30 kg de cigarettes prohibées d'une valeur d'environ 50 000 000 FCFA(Soro,2021). De même, en octobre 2021, 10 tonnes de faux médicaments d'une valeur de 56 000 000 FCFA ont été saisis par les Douanes ivoiriennes à Ouangolodougou. Les saisies récurrentes et abondantes des quantités de drogues dans ces zones frontalières en proie à des attaques terroristes depuis un certain temps,mérite une attention particulière et suscite plusieurs interrogations : Quel est le niveau de corrélation entre la drogue et le développement du terrorisme dans les zones impactées ? Quels en sont les facteurs connexes ? La réponse à ces questions devrait nous permettre de faire des propositions idoines dans le sens de la régulation de l'émergence du terrorisme en Côte d'Ivoire.

METHODOLOGIE

Notre approche méthodologique est axée sur l'étude documentaire, l'entretien et l'observation comme méthodes de collecte de données. Les données recueillies ont fait l'objet d'analyse exclusivement qualitative.Les investigations sur le terrain ont été menées durant deux mois (Novembre-Décembre 2021)notamment dansles zones frontalières de Korhogo, Ouangolodougou et Tengrela.Le choix de ces trois zones s'explique par le fait qu'elles sont régulièrement des cibles d'attaques terroristes mais aussi des zones de transit des drogues et stupéfiants. Notre objectif est d'analyser principalement le lien entre la drogue et le développement du terrorisme dans ces zones à risque.

Echantillon: Notre étude s'inscrit dans une approche qualitative dont l'échantillonnage est de type non probabiliste. Pour la production de nos données qualitatives, nous avons construit notre échantillon sur la base de la technique d'échantillonnage typique ou de jugement. Pour cette technique, l'individu est choisi sur la base de ses compétences ou sa représentativité.

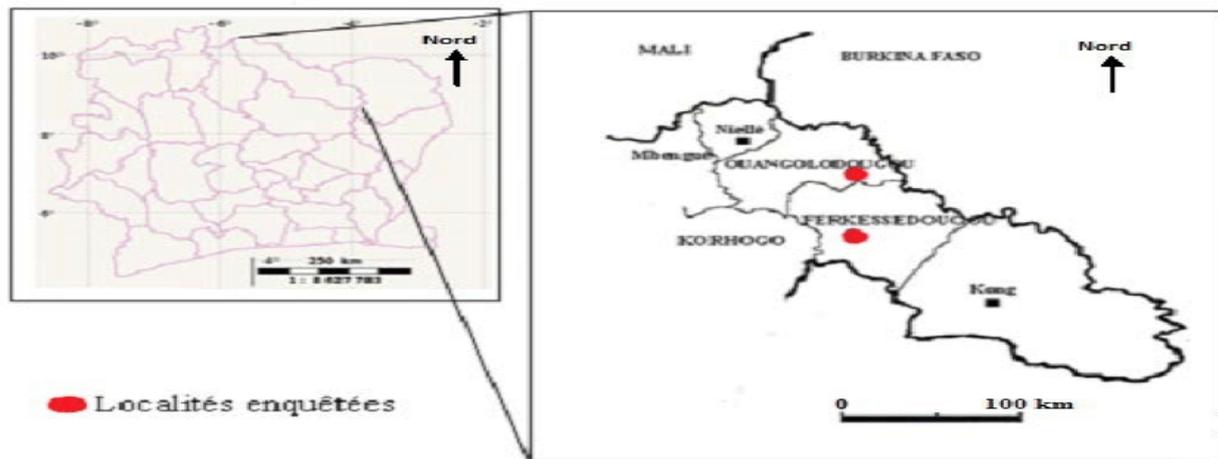


Figure 1. Représentation cartographique de Korhogo et Ouangolodougou

A travers cette technique, nous avons pu interroger au total 33 personnes à Korhogo, Ouangolodougou et Tengrela. Ces personnes se répartissent comme suit : 6 responsables administratifs, 6 responsables des services répressifs, 6 responsables politiques, 10 leaders communautaires, 10 responsables d'Organisations non gouvernementales (ONG) de lutte contre l'extrémisme violent, 5 enseignants-chercheurs de l'Université de Korhogo.

RESULTATS

Les résultats indiquent que le développement du terrorisme en Côte d'Ivoire est certes, lié à l'endémie du trafic illicite des drogues et stupéfiants, mais aussi, à la porosité des frontières et à la faiblesse du système sécuritaire, la pauvreté, le chômage, la récurrence des conflits communautaires et le phénomène de l'orpaillage clandestin qui sévissent dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire.

Du lien de causalité entre la drogue et le développement du terrorisme dans les zones nord de la Côte d'Ivoire: Le commerce des drogues illicites, et ce n'est plus un secret pour personne, génère des profits faramineux, surtout qu'en obéissant aux mécanismes de toute économie, celui-ci est dynamisé par la répression en offrant une plus-value liée aux risques de ce marché (Choiseul-Praslin, 1991). Ainsi, à la question de savoir quel est leur opinion sur le lien de causalité entre le trafic des drogues et la récurrence des attaques terroristes dans leur zone ? Les personnes interviewées établissent un lien possible entre le trafic de drogue et les attaques terroristes dont leurs communautés sont victimes ces derniers moments. Pour eux, la commercialisation de la drogue peut aider à financer les activités terroristes comme l'affirme le Chef de la Cellule anti-drogue de la Gendarmerie de Ouangolodougou :

« ...les terroristes utilisent des moyens sophistiqués, modernes, des hommes dans leurs opérations...le financement de ces opérations proviennent nécessairement des trafics illicites comme la drogue qui leur permet d'avoir des moyens financiers... »

« ...Le terrorisme a un lien fort avec le trafic des drogues dans cette zone...il suffit de voir la quantité de drogue saisie régulièrement...ceux qui font le trafic des drogues ce sont généralement des terroristes...ils sont toujours en

Pour l'ONU (2018), « le terrorisme, nourri par les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent, n'a jamais été aussi étroitement lié au crime organisé, au trafic d'êtres humains, aux drogues et aux armes ainsi qu'à la corruption ».

Outre le caractère mercantile, les interviewés soulignent également la consommation ou l'abus de la drogue comme facteur de la montée du terrorisme dans leurs localités. Pour beaucoup d'entre eux, les actes terroristes sont commis sous l'effet des produits stupéfiants :

« ...Pour avoir le courage de tué son semblable, il est évident pour moi que ce n'est pas simple...il faut avoir pris de la drogue...je suis donc convaincu que c'est sous l'effet de la drogue que les terroristes agissent... » selon MB, Leader religieux à Tengrela.

« ...La consommation de la drogue favorise la commission des actes criminels, violents...aujourd'hui l'ampleur de la criminalité est le fait de l'abus des drogues dans nos villes...beaucoup d'individus qui s'adonnent aux produits addictifs commentent des actes violents, des actes terroristes... » avait soutenu le Directeur de la DPSD de Korhogo, à cet effet.

Serge Brochu (1995) qui bien qu'observant une relation complexe entre les deux variables notent que certaines formes de consommation de psychotropes semblent précipiter les hommes vers des conduites à risques qui génèrent des activités délinquantes, tandis que pour d'autres, la toxicomanie est une partie intégrante du style de vie délinquant. Ainsi, pour Carlsson Lottan (2021),

« l'alcool et les drogues ont toujours été associés aux comportements violents de l'être humain. Bien qu'un grand nombre d'idéologies et de groupes extrémistes aux motivations politiques et religieuses proclament la pureté du corps et de l'esprit comme idéal, la consommation de drogues et de substances psychotropes est largement répandue dans le contexte de l'extrémisme islamiste violent et de l'extrémisme de droite violent ».

Dans une étude de cas portant sur 147 djihadistes en Europe, les chercheurs ont constaté qu'il y avait des recoupements entre la drogue et le terrorisme : deux tiers des individus de l'échantillon de population avaient consommé des drogues avant leur radicalisation, avec des degrés d'intensité allant

d'une consommation occasionnelle à une addiction. Lewis Herrington a analysé le parcours de 52 hommes ayant perpétré des attentats terroristes suicides entre 2012 et 2017, et il a observé que 75 % d'entre eux avaient des antécédents de consommation chronique de substances (Carlson, 2021). Ces études montrent bien la complexité des relations entre drogue et criminalité et valident nos résultats sur le lien de causalité entre la drogue et le développement du terrorisme dans notre zone d'étude. Certes, la drogue apparaît comme un indicateur indéniable dans le développement du terrorisme dans la zone d'étude mais elle est associée à d'autres facteurs de risque notamment à la porosité des frontières liée à la faiblesse du système sécuritaire, à la pauvreté et au chômage, la récurrence des conflits communautaires et le phénomène de l'orpaillage clandestin qui sévissent dans ces zones frontalières.

De la porosité des frontières et la faiblesse du système sécuritaire dans les zones nord de la Côte d'Ivoire: La porosité des frontières ivoiriennes entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina-Faso est l'une des contraintes majeures auxquelles sont confrontés les services de prévention et de répression de terrorisme en Côte d'Ivoire. Pour Assanvo William (2021),

« la menace que représente l'extrémisme violent pour la Côte d'Ivoire est largement perçue comme extérieure. Les attaques seraient menées par des individus provenant du Burkina qui opèrent dans la zone frontalière aux deux pays, profitant de sa porosité ». Ainsi, l'ensemble des acteurs interviewés s'accordent à dénoncer la facilité avec laquelle les terroristes traversent les frontières pour attaquer leurs localités : « ...les attaques récurrentes de nos villages par des terroristes venant du Mali et du Burkina est le fait que nos frontières ne sont pas suffisamment surveillées...nos forces de sécurité ne sont pas outillées à faire face à ce phénomène...elles sont toujours la cible de ces terroristes sans véritable défense... » (JS, Responsable administratif, Tengrela).

« ...Nos forces de défense ont une faible capacité de riposte et de renseignement...non seulement, elles ne sont pas dotées de la logistique nécessaire pour ce genre d'opération mais elles sont en sous effectifs au regard de l'immensité de la frontière entre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina-Faso. La coopération entre ces différents Etats est véritablement faible en matière de lutte contre le terrorisme pour le moment... » (KR, Responsable politique, Ouangolodougou).

Généralement, selon Assanvo W (2021), *« lorsqu'un pays n'est pas touché par une menace de cette nature, il n'est pas préparé et c'est à l'épreuve du feu qu'on peut juger le niveau de préparation d'une armée. Au départ, l'armée ivoirienne n'était pas totalement préparée, notamment si on prend le cas de l'utilisation des engins explosifs improvisés. Ce n'est pas quelque chose contre lequel les forces armées ivoiriennes étaient préparées. Ce n'est pas le type de combat contre lequel nos forces armées sont préparées... ».*

La Côte d'Ivoire en ratifiant pourtant, plusieurs instruments juridiques de coopération internationale en matière de sécurité et de gestion des frontières avait fait de la lutte contre le terrorisme transfrontalier et du trafic illicite de la drogue une priorité. Il s'agit notamment de la Convention en matière

d'entraide Judiciaire entre les Etats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) adoptée à Dakar en 1992, de la Convention de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, signée à Alger, en Algérie, le 14 juillet 1999 qui, entre autres, prévoit une définition commune des actes terroristes en Afrique, son Protocole additionnel, signé à Addis Abéba, en Ethiopie, le 8 juillet 2004 et le Plan d'action de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme en Afrique adopté à Alger, en Algérie, le 14 septembre 2002 ; ainsi que diverses décisions adoptées par l'Union africaine relatives à la prévention et à la lutte contre le terrorisme en Afrique; les conventions et protocoles universels et les résolutions pertinentes des Nations unies (ONU) sur la prévention et la répression du terrorisme, en particulier les résolutions du Conseil de sécurité, notamment 1373 du 28 septembre 2001, 1267 du 15 octobre 1999, 1540 du 14 avril 2004 et 1624 du 14 septembre 2005; les résolutions de l'Assemblée générale sur les mesures de prévention et d'éradication du terrorisme et la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies du 8 septembre 2006, ainsi que d'autres résolutions relatives à la prévention et à la lutte contre le terrorisme, adoptées par les Nations unies et ses agences.

« ...malheureusement, ces nombreux accords signés entre Etats pour lutter contre le terrorisme sont difficilement applicables...les Etats membres n'ont pas la même capacité de réponse et cela ne fait que contribuer à la montée du terrorisme dans notre région... » avait déploré un responsable du système sécuritaire à Tengrela.

Les trafics illicites d'armes, de drogues et la contrebande propres à la zone trifrontalière Côte d'Ivoire, Mali, Burkina-Faso ont ceci de particulier qu'ils sont aisément réalisables. Les frontières sont poreuses et mal surveillées, et les liens de parenté transfrontaliers qui unissent les communautés favorisent l'implication de leurs membres dans ces activités illicites, même si ceux-ci ne font partie ni de syndicats de la criminalité organisée ni de groupes armés.

« Les trafiquants et réseaux de trafiquants transportent et vendent leurs biens dans la sous-région franchissant illégalement la frontière avec la plus grande facilité, et n'ont pas besoin de s'organiser outre mesure pour y parvenir (Sollazzo & Nowak, 2020, p7) ».

De la pauvreté et le chômage endémiques dans les zones nord de la Côte d'Ivoire: Outre, la porosité des frontières et la faiblesse du système sécuritaire, la pauvreté et le chômage sont perçus par les acteurs interviewés comme d'autres facteurs facilitant la persistance du terrorisme dans leurs zones. Selon eux, la vulnérabilité socioéconomique de la plupart des populations de ces zones, favorise leur adhésion aux groupes terroristes :

« ...plusieurs jeunes sans opportunités d'emploi dans notre localité adhèrent facilement à l'idéologie djihadiste...ils sont enrôlés dans des groupes terroristes en échange de gains financiers pour servir leur cause... » avait soutenu un responsable d'ONG à Korhogo.

« La pauvreté endémique qui sévit dans notre zone est une opportunité que les groupes terroristes exploitent pour enrôler nos populations...ce sont elles les relais locaux de

certains groupes terroristes... » avait également affirmé un responsable administratif à Ouangolodougou.

En effet, la répartition spatiale de la pauvreté en Côte d'Ivoire révèle que celle-ci est plus forte dans les régions frontalières du Nord-Ouest au Nord-Est. La décennie de crise militaro-politique qu'a connue la Côte d'Ivoire a culminé en une crise postélectorale qui a accentué la fracture sociale et entraîné le ralentissement de l'activité économique. Elle a également occasionné la destruction des infrastructures sociales et du potentiel de production dans plusieurs régions ainsi que la dégradation de l'environnement sécuritaire. Cela a eu pour effet d'accentuer les difficultés d'accessibilité tant géographique que financière des populations aux services sociaux de base. Il en a découlé une aggravation de la pauvreté, du chômage et de l'insécurité (PND, 2016-2020, p 8). Les groupes extrémistes tirent ainsi, l'avantage des conditions de vie difficiles des populations des zones frontalières. Ces zones frontalières, on le sait, sont généralement abandonnées, en tout cas en termes de développement d'infrastructures de base et sont souvent confrontées à des difficultés qui font que les populations ne se sentent pas véritablement appartenir à un pays, ce qui les rend vulnérables à ces acteurs de la violence... Ils recrutent en promettant des gains financiers et matériels et en permettant la conduite d'activités illicites telles que le braconnage et l'orpaillage, en échange de services de protection (Assanvo, 2021).

De la récurrence des conflits communautaires et l'ancrage de l'orpaillage clandestin dans les zones nord de la Côte d'Ivoire: La récurrence des conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les zones nord de la Côte d'Ivoire ainsi que l'ancrage de l'orpaillage clandestin sont considérées comme d'autres terrains fertiles au développement du terrorisme selon les acteurs interrogés :

«...les conflits récurrents entre les paysans et les éleveurs depuis des années a fortement impacté sur la cohésion sociale...cette division entre nous, les frustrations subies par les uns et les autres sont des vulnérabilités pour les terroristes... En adhérant aux groupes terroristes, certains pensent trouver un moyen pour se venger des autres... »(FS, Responsable d'ONG à Korhogo).

« ...Depuis un certain temps, on note une prolifération des sites d'orpaillage dans toutes les localités ici. Ces sites sont pour la plupart détenus par des étrangers Burkinabés et Maliens...Ces étrangers pour ma part appartiennent des groupes djihadistes qui sont en quête de moyens financiers... » (SP, Responsable administratif à Ouangolodougou).

Selon Brottem Leif (2021, p1), des groupes islamistes militants du centre du Mali, du nord du Burkina Faso et de certaines régions du Nigeria ont ainsi exploité les tensions intercommunautaires pour intensifier le recrutement. Cela a eu pour effet de faire l'amalgame entre les conflits entre agriculteurs et éleveurs et ceux liés à l'extrémisme violent, compliquant considérablement le paysage de la sécurité. Dans cette perspective, l'orpaillage clandestin, le trafic de carburant, le trafic de motos, le trafic d'espèces protégées... sont souvent des phénomènes à travers lesquels les groupes profitent pour pouvoir s'implanter, à travers des alliances de circonstance, des alliances d'intérêt dans une zone donnée.

Ce sont autant de réalités, de vulnérabilités qui selon lui, qui peuvent permettre aux groupes terroristes de mener leur travail d'implantation et d'ancrage. L'analyse de l'indicateur sur la montée du terrorisme dans les zones nord de la Côte d'Ivoire permet de conclure que plusieurs facteurs géographiques, environnementaux, politiques, économiques et socioculturels motivent ou incitent les individus à commettre des actes terroristes ou à soutenir et protéger ceux qui les commettent. Ainsi, l'extrémisme violent résulte généralement de la combinaison de facteurs externes et de dynamiques internes. Les groupes extrémistes exploitent les vulnérabilités telles que les conflits locaux, les déficits de gouvernance, les défaillances des systèmes de sécurité et les activités illicites, au bénéfice de leurs stratégies d'implantation, de recrutement et de financement.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Cette contribution scientifique a pour objectif d'analyser la corrélation entre le trafic illicite des drogues et stupéfiants et le développement du terrorisme en Côte d'Ivoire. L'étude a été réalisée dans trois zones frontalières au nord de la Côte d'Ivoire notamment à Korhogo, Ouangolodougou et Tengrela. La méthodologie comporte un guide d'entretien semi-structuré auprès des acteurs des systèmes sécuritaires de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et du terrorisme, les responsables administratifs, les leaders communautaires et religieux, les responsables d'organisations non gouvernementales nationales et internationales de promotion des droits humains et de prévention des conflits, les responsables d'organisations de jeunes, vivant dans ces localités. Les résultats indiquent que le développement du terrorisme en Côte d'Ivoire est certes, lié à l'endémie du trafic illicite des drogues et stupéfiants, mais aussi, à la porosité des frontières et à la faiblesse du système sécuritaire, la pauvreté, le chômage, la récurrence des conflits communautaires et le phénomène de l'orpaillage clandestin qui sévissent dans ces zones frontalières.

Le terrorisme est en effet, une menace croissante pour l'ensemble du continent africain et présente de graves implications pour la paix et la sécurité dans le monde (UN, 2019). Il constitue un acte criminel qui sape les efforts visant à la réalisation de la démocratie, à la bonne gouvernance, au développement ainsi qu'à la pleine jouissance des droits de l'homme et des peuples (CEDEAO, 2013, p16). S'il peut revêtir une dimension économique liée au trafic des drogues et l'orpaillage clandestin, cette forme de violence dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire est aussi la manifestation de la porosité des frontières nord et de la faiblesse du système sécuritaire, de disparités importantes, de conflits communautaires, qui créent un terreau propice à sa diffusion. Ces zones souffrent de pauvreté galopante et de taux élevés de chômage et de sous-emploi, particulièrement chez les jeunes et de conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs. Les terroristes et les groupes terroristes peuvent exploiter ces conditions négatives, notamment en rapport avec les jeunes (GAFI, 2013). Ces résultats valident les résultats des travaux antérieurs établissant un lien entre la drogue, la porosité de frontières, la pauvreté, les conflits communautaires et l'orpaillage clandestin et le développement du terrorisme. En effet, dans une étude de cas portant sur 147 djihadistes en Europe, les chercheurs ont constaté qu'il y avait des recoupements entre la drogue et le terrorisme : deux tiers des

individus de l'échantillon de population avaient consommé des drogues avant leur radicalisation, avec des degrés d'intensité allant d'une consommation occasionnelle à une addiction. Lewis Herrington a analysé le parcours de 52 hommes ayant perpétré des attentats terroristes suicides entre 2012 et 2017, et il a observé que 75 % d'entre eux avaient des antécédents de consommation chronique de substances (Carlsson,2021, p4).Ainsi, selon Carlsson,

«L'alcool et les drogues ont toujours été associés aux comportements violents de l'être humain. Bien qu'un grand nombre d'idéologies et de groupes extrémistes aux motivations politiques et religieuses proclament la pureté du corps et de l'esprit comme idéal, la consommation de drogues et de substances psychotropes est largement répandue dans le contexte de l'extrémisme islamiste violent et de l'extrémisme de droite violent». Aussi, «la menace que représente l'extrémisme violent pour la Côte d'Ivoire est largement perçue comme extérieure. Les attaques seraient menées par des individus provenant du Burkina qui opèrent dans la zone frontalière aux deux pays, profitant de sa porosité (Assanvo,2021)».

La pauvreté est également l'une des causes principales de la montée du terrorisme dans le nord de la Côte d'Ivoire. La décennie de crise militaro-politique qu'a connue la Côte d'Ivoire a culminé en une crise postélectorale qui a accentué la fracture sociale et entraîné le ralentissement de l'activité économique. Elle a également occasionné la destruction des infrastructures sociales et du potentiel de production dans plusieurs régions ainsi que la dégradation de l'environnement sécuritaire. Cela a eu pour effet d'accentuer les difficultés d'accessibilité tant géographique que financière des populations aux services sociaux de base. Il en a découlé une aggravation de la pauvreté, du chômage et de l'insécurité (PND, 2016-2020, p 8)».Au-delà de la religion, selon la CEDEAO, les principaux facteurs sont de nature politique et économique et se rapportent à la mauvaise gestion des ressources naturelles, aux inégalités et aux injustices, au chômage, à la marginalisation et à la dégradation de l'environnement. Face à la menace que représente le terrorisme pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement aussi bien pour la Côte d'Ivoire que pour l'ensemble de la Communauté Ouest-Africaine, la réactivation de la coopération est une exigence majeure.Aucun membre n'est capable à lui seul de relever les défis complexes posés par le terrorisme.La coordination et la mutualisation des ressources entre les États sont essentielles pour éliminer efficacement la menace du terrorisme.Le renforcement des effectifs militaires ainsi que les moyens matériels de riposte, les synergies et les efforts communs dans les domaines de la collecte et du partage des renseignements, de l'enquête, des poursuites et de l'application de la loi en matière de prévention et de répression du terrorisme sont déterminants dans cette coopération. Aussi,les groupes extrémistes tirent avantage des conditions de vie difficiles des populations des zones frontalières. Ils recrutent en promettant des gains financiers et matériels.Dans cette perspective, les autorités ivoiriennes doivent aussi gagner le cœur de leurs propres communautés frontalières, qui se sentent souvent négligées. Elles endurent des conditions de vie déplorables et manquent de services de santé et d'éducation, mais aussi de sécurité et d'opportunités économiques. L'amélioration de leurs conditions de vie contribuera à réduire considérablement les risques d'adhésion aux groupes terroristes.

Les conflits récurrents entre éleveurs et agriculteurs autour de l'accès aux pâturages et à l'eau, ainsi que les ressentiments que nourrissent certains anciens combattants de la crise politique qui estiment ne pas avoir bénéficié des programmes de réinsertion sont au nombre des facteurs de risque.Afin d'empêcher les groupes extrémistes de s'ancrer en Côte d'Ivoire et particulièrement dans les zones nord, il est notamment nécessaire d'œuvrer au renforcement de la cohésion au sein et entre les communautés. A cet effet, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux doivent être renforcés, que ce soit par le biais de l'action des chefferies, des leaders communautaires, des forces de sécurité ou de la justice pénale.

REFERENCES

- Assanvo W. 2022. Le terrorisme en Côte d'Ivoire ne relève plus seulement d'une menace extérieure, ISS Today, p1-4.
- Bassiouni M.C. 2020. Perspectives en matière du terrorisme, <https://www.sfdi.org/wpcontent/uploads/2020/04/>
- Brochu S. 1995. Drogue et criminalité. Une relation complexe, PUM.
- Brottem L. 2021. La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale, BSA, p1.
- Carlsson L.2021. Consommation de substances et extrémisme violent, CE, pp4-6
- CEDEAO. 2013. Déclaration politique et la position commune de la CEDEAO en matière de lutte contre le terrorisme, Abidjan, p16.
- CESA,Stratégies nationales de lutte contre le terrorisme<https://africacenter.org/fr/programs/elaboration-de-strategies-nationales-contre-terrorisme-en-afrique/>
- Choiseul-Praslin. 1991. La drogue, une économie dynamisée par la répression, Presses du CNRS.
- FI & AFP. 2019. Un trafic de cocaïne impliquant les mafias italiennes démantelé en Côte d'Ivoire.https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/cote-d-ivoire/un-traffic-de-cocaine-impliquant-les-mafias-italiennes-demantele-en-cote-d-ivoire_3484799.html
- GAFI. 2013. Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest, Paris. FATF/OECD. <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/FT-en-Afrique-de-louest.pdf>
- Gilliers G. 2004. L'Afrique et le terrorisme, Afrique Contemporaine, p81-100.
- Goïta M.2011. Nouvelle menace terroriste en Afrique de l'Ouest : contrecarrer la stratégie d'AQMI au Sahel, BSA.
- Kwarkye S. 2021. Le dernier plan de lutte contre le terrorisme de la CEDEAO piétine, ISS Today.
- Mieu B. 2020. Côte d'Ivoire : saisie de près d'une demi-tonne de cocaïne au large d'Abidjan, Jeune-Afrique.<https://www.jeuneafrique.com/891429/societe/cote-divoire-411-tonnes-de-cocaines-en-provenance-du-bresil-saisies-au-large-dabidjan/>
- Labrousse A. 1997. Le trafic de drogue au Pakistan : une affaire d'Etat ? Revue Cultures & Conflits, pp7-19
- ONUDC (2022). Prévention du terrorisme. Rapport, Afrique de l'Ouest et du Centre. <https://www.unodc.org/westandcentralafrica/fr/newrosenwebsite/terrorism-prevention/terrorism-prevention.html>
- Pinto P.2022. Côte d'Ivoire : menacé par le terrorisme, Kafolo rève de développement, RFI.<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220122-c%C3%B4te-d-ivoire-menac%C3%A9>

- par-le-terrorisme-kafolo-r%C3%AAve-de-d%C3%A9veloppement
- PND. 2016-2020. Orientations stratégiques, p8
- Simon P. L'Afrique, front décisif contre le terrorisme, Le Temps Afrique. <https://www.letemps.ch/monde/lafrique-front-decisif-contre-terrorisme>
- Sollazzo R& Nowak M. 2020. Transit trifrontalier : Les trafics et la contrebande à la frontière du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali, SAS, p7
- Soro S.2021. Trente-sept personnes arrêtées et six tonnes de drogues et produits prohibés incinérés à Korhogo, AIP. <https://www.aip.ci/cote-divoire-aip-trente-sept-personnes-arretees-et-six-tonnes-de-drogues-et-produits-prohibes-incineres-a-korhogo/>
- UN. 2019. Le terrorisme en Afrique est une menace pour le reste du monde, Afrique Renouveau. <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/le-terrorisme-en-afrique-est-une-menace-pour-le-reste-du-monde-rappelle-l%E2%80%99onu>
- UN. 2018. Les ravages de la drogue et les liens entre criminalité organisée et terrorisme sont une nouvelle fois dénoncés à la Troisième Commission <https://www.un.org/press/fr/2018/agshc4228.doc.htm>
